

<http://www.snetap-fsu.fr/Operation-verite-sur-l-etat-de-l,1767.html>



Opération vérité sur l'état de l'EAP - 4 avril 2011 - Digne-Carnejane

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : mardi 5 avril 2011

Date de parution : 11 avril 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Rencontre des usagers, des partenaires et des personnels, déterminés à défendre un service public de proximité en milieu rural

C'est dans un contexte d'accélération des suppressions d'emplois dans l'Enseignement Agricole (145, dont les deux tiers dans le Public) et de recul de tous les services publics dans les communes rurales que le Comité permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public a organisé sa deuxième journée " Opération Vérité " en Provence Alpes Côte d'Azur, ce lundi 04 avril 2011. Cette opération fait suite à la publication d'une tribune en mars, intitulée « [L'assèchement de l'EAP doit cesser sans délai !](#) ».

Les usagers ([FCPE](#), représentants des élèves et des stagiaires), les partenaires ([MODEF](#), Front de Gauche, NPA) et les personnels de la région PACA (représentant huit établissements publics) ont répondu à l'invitation du Comité dans sa diversité politique, syndicale et associative.

Les échanges, qui ont eu lieu au sein de l'établissement public agricole de Digne - Le Chaffaut - Carêmejane en matinée et l'après-midi dans une salle mise à disposition du Comité par Jean-Pierre Féraud, Maire du Chaffaut, et ardent défenseur de l'établissement, ont démontré la nécessité de maintenir sur l'ensemble du territoire, y compris dans des zones de montagne et de faible densité de population, une offre de formation de qualité et de proximité que seul le service public peut mettre en œuvre.

- **Un Établissement en péril en raison de la limitation des recrutements**

Les échanges entre les participants, à partir d'un exposé complet et détaillé présentant les conséquences de l'application de critères de performance budgétaire de la [LOLF \[1\]](#) et de la [RGPP \[2\]](#), ont mis en lumière les inquiétudes des partenaires et des usagers quant aux perspectives à court terme pour un établissement de taille modeste (200 élèves et 250 apprentis et stagiaires) en matière d'accueil d'élèves, d'ouverture et de maintien de classes. En effet, si les limitations de recrutement d'élèves sont maintenues à la rentrée scolaire 2011, le nombre d'élèves passera en dessous de 200, mettant en danger la dotation en personnel et l'équilibre financier de l'établissement.

- **Les plafonds de recrutement sont identiques aux seuils de fermeture**

La [DRAAF](#) et le ministère imposent des plafonds de recrutement qui correspondent au seuil de fermeture ou de gel de ces classes : 10 élèves maximum par option en seconde professionnelle et 10 élèves minimum pour maintenir ces mêmes options en première de bac professionnel !

Or, l'expérience du gel du Bac pro CGEA en 2007 a démontré par le passé que sur 6 élèves refusés en formation dans l'établissement, un seul avait pu poursuivre ses études agricoles à Gap et avait finalement obtenu son bac.

Refuser des jeunes en formation dans une zone de montagne, c'est condamner à terme l'installation ou la reprise d'exploitations agricoles, c'est accentuer le départ des jeunes vers les centres urbains, faute de perspectives professionnelles.

- **La baisse des moyens conduit à devoir choisir entre les obligations légales qui lui incombent**

L'enseignement public a l'obligation de recevoir tous les élèves qui le souhaitent. Or, les moyens budgétaires sont tels que pour pouvoir effectivement les accueillir dans une classe de seconde professionnelle supplémentaire, l'équipe pédagogique se voit contrainte de ne pas assurer des heures de pluridisciplinarité, d'option ou de dédoublement pourtant obligatoires.

De même, la visite du site a été hélas, de ce point de vue, édifiante, quant à cette politique d'assèchement budgétaire. Ainsi, le Centre de Documentation et d'Information rénové et équipé par le Conseil Régional PACA est ouvert moins de six demi-journées par semaine, faute de professeur documentaliste.

- **Des contrats à temps partiel imposé**

Les membres du comité ont rencontré les agents administratifs du [CFPPA](#) dont les contrats sont limités à 70% alors que les besoins sont à plein temps. Ces temps partiels sont imposés par un "pseudo" contrôle de légalité sur la base d'une interprétation abusive de la loi Sapin qu'en réalité, le ministère détourne.

- **La [DGER](#) désire t'elle cacher la réalité à la presse ?**

Face à ce constat détaillé des conséquences de réduction du budget de l'enseignement agricole public, le seul signe d'intérêt de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche a été d'interdire la présence de la presse dans l'enceinte de l'établissement !

Serait-ce que la réalité de l'état de l'enseignement agricole public, en décalage complet avec les campagnes de promotion et les communiqués de presse autosatisfaits du ministre, soit si peu présentable que l'administration souhaite la cacher ?

- **De nouvelles « opérations vérité » sont à venir**

Les membres du Comité, au sortir de cette deuxième « opération vérité », après [celle de Toulouse, la semaine passée](#), sont plus que jamais convaincus du bien-fondé de leur démarche qui vise à alerter l'opinion, à en appeler à une mobilisation citoyenne.

Ces opérations vérités dénoncent la politique conduite actuellement par la majorité gouvernementale qui réduit toujours plus l'espace public au détriment des usagers, fait reculer le bien public au profit des officines privées.

La logique du front renversé qui consiste désormais à redimensionner l'offre éducative à l'aune, non de la demande sociale et des enjeux territoriaux mais d'une volonté manifeste de la faire régresser, est proprement inacceptable. En effet, elle pousse les jeunes hors du système éducatif et cela souvent sans qualification. Cette société là, nos concitoyens n'en veulent pas.

Par ailleurs, à l'heure où de grands défis environnementaux s'imposent à nous, l'Enseignement Agricole Public doit non seulement être maintenu, mais se développer afin d'être en mesure d'y répondre, dans des domaines de formation aussi cruciaux pour l'avenir que l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, la gestion des eaux et des forêts, les services et l'animation des territoires ruraux...

Il est plus que temps que cesse cette politique d'affaiblissement des services publics en général et du système éducatif en particulier !

Opération vérité sur l'état de l'EAP - 4 avril 2011 - Digne-Carnejane

Deux autres " opérations vérité " sont d'ores et déjà programmées : le jeudi 14 avril au Neubourg (Haute- Normandie) et le jeudi 21 avril à Château-Gontier (Pays de la Loire).

Le Chaffaut - Carnejane, le 4 avril 2011

Pour le Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

Ci-dessous les membres du Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public présents ou qui nous ont apporté leur soutien lors de cette deuxième opération vérité en PACA

- Pour le Parti Communiste :

- Isabelle Pasquier Brigitte, Sénatrice des Bouches du Rhône
- Jean Marc Coppola , Vice Président du Conseil Régional PACA chargé des lycées et du patrimoine
- Dominique Bucchini, Président de l'Assemblée de Corse (excusé)

- Pour le Parti Socialiste :

- Claude DOMEIZEL, Sénateur des Alpes de Haute Provence (excusé)
- Jean Louis BIANCO, Député et Président du Conseil Général des Alpes de Hautes Provence (excusé)
- Jean Louis JOSEPH, Vice Président du Conseil Régional PACA en charge de l'agriculture (excusé)
- Christophe Castaner, Vice Président du Conseil Régional PACA, Président du CA de l'[EPLEFPA](#) de Digne-Le Chaffaut - Carnejane (excusé)

- Pour le NPA :

- Mireille Carle, Membre du Conseil Politique National

- Pour le MODEF

- Bruno Carron, Président du MODEF des Alpes de Hautes Provence

- Pour la FCPE 04 :

- Thierry L'Homme, représentant FCPE au CA de l'EPLEFPA de Digne-Le Chaffaut - Carnejane

- Pour les élèves de Digne-Le Chaffaut - Carnejane :

- Aurore Coiffet, STAV1, représentante élève (excusée)

- Pour le SNETAP-[FSU](#) :

- Sylvie Debord, Secrétaire Générale Adjointe
- Caroline Brukhanoff, Secrétaire Nationale
- Sylvain Cochard, Secrétaire National
- Patrick Prenant, Secrétaire Régional PACA
- Laurent Mauriat, Secrétaire Régional PACA
- Jean Philippe Martinod, correspondant local

...ainsi que des représentants des sections de Carpentras, Isle sur Sorgues, Antibes, Marseille, Digne, Hyères

- Pour la [CGT](#)
- Thomas Vaucouleur, secrétaire national SYAC CGT
- Eric Alliol, représentant régional PACA SYAC CGT
- Pour Europe-Écologie Les Verts (EELV)
- Philippe Berrod, porte-parole EELV 04 Maire-adjoint Digne-les-Bains (excusé)

[1] Loi Organique relative aux Lois de Finance

[2] Révision Générale des Politiques Publiques